JOURNAL

Les élections municipales de mars 1983 : Les trois changements du paysage électoral

JÉRÔME JAFFRÉ

Première consultation nationale depuis les grands scrutins du printemps 1981, les élections municipales des 6 et 13 mars 1983 ont été marquées par le recul de la gauche. On ne reviendra pas ici sur les différents aspects de la campagne électorale et du scrutin qui ont déjà fait l'objet d'analyses détaillées (1). L'accent sera mis de préférence sur les trois changements qui affectent le paysage électoral : l'inversion du rapport gauche/droite, le déclin du communisme municipal et le reclassement à droite de l'électorat centriste.

L'INVERSION DU RAPPORT GAUCHE-DROITE

Au premier tour des élections municipales, le 6 mars, la gauche enregistre son résultat le plus médiocre depuis l'élection présidentielle de 1969. Dans les communes de plus de 30 000 habitants (2), elle ne totalise que 44,2 % des suffrages exprimés, contre 53,6 % à la droite et 2,2 % aux écologistes. Le tableau 1, qui récapitule le rapport gauche/droite dans ces villes depuis 1974, montre bien le changement brutal intervenu après deux années d'exercice du pouvoir. Pour la première fois de la décennie — hormis les élections européennes de 1979 — la gauche est devancée par la droite. Son retard atteint près de 700 000 voix, neuf points en suffrages exprimés !

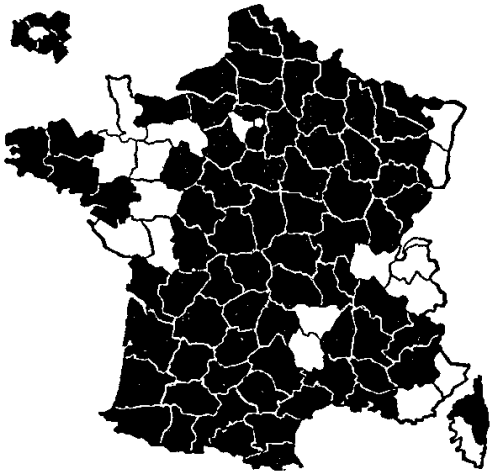
(1) On lira en particulier Alain Lancelot, Vue sur la gauche à marée basse, les élections municipales des 6 et 13 mars, *Projet*, mai 1983, p. 437-453 ; Gérard Le Gall, Un recul du bloc au pouvoir moindre en 1983 qu'en 1977, *Revue politique et parlementaire*, mars-avril 1983, p. 11-41 et Jean-Luc Parodi, Dans la logique des élections intermédiaires, *Revue politique et parlementaire*, *ibid.*, p. 42-70.

(2) Tout au long de cet article, je me référerai à la définition des communes de plus de 30 000 habitants telle qu'elle était en vigueur au scrutin municipal de 1977 (221 villes).

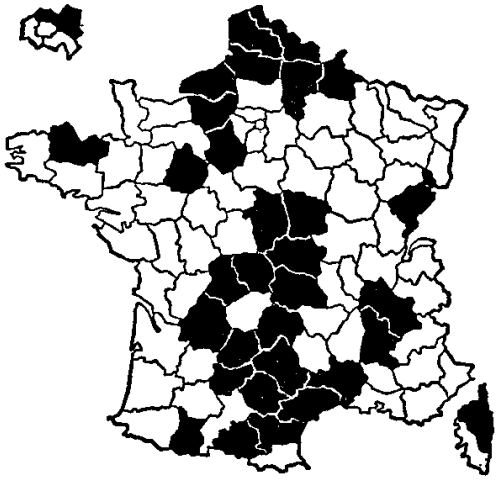
TABLEAU 1. — *L'évolution du rapport gauche/droite dans les 221 villes de plus de 30 000 habitants*
(% des suffrages exprimés)

	Présidentielle 1974 (2e tour)	Municipales 1977 (1er tour)	Législatives 1978 (1er tour)	Présidentielle 1981 (1er tour)	Présidentielle 1981 (2e tour)	Législatives 1981 (1er tour)	Municipales 1983 (1er tour)
Gauche	50,2	51,1	50,5	48,2	53,1	56,8	44,2
Ecologistes et inclassables	—	3,5	4,0	4,2	—	1,5	2,2
Droite	49,8	45,4	45,5	47,6	46,9	41,7	53,6
	100	100	100	100	100	100	100

Pour prendre la mesure visuelle de ce renversement de tendance, nous disposons des statistiques électorales pour chaque département dans les communes de plus de 3 500 habitants, qui constituent le seuil de la nouvelle loi électorale. Les cartes 1 et 2 font apparaître de façon saisissante le changement de situation. Le 10 mai 1981, M. Mitterrand est majoritaire en France urbaine dans 77 des 96 départements métropolitains. Le 6 mars 1983 la gauche ne devance la droite que dans 33 départements, à peine plus du tiers ! Elle l'emporte encore dans le Nord de la France, le Massif central et le Midi languedocien, auxquels s'ajoutent quelques départements isolés.



CARTE 1. — *La France urbaine de gauche le 10 mai 1981* (2e tour de l'élection présidentielle).



CARTE 2. — *La France urbaine de gauche le 6 mars 1963* (1er tour des élections municipales).

Mais elle est devancée dans plusieurs bastions : les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne et tous les départements de la région parisienne, à l'exception de la Seine-Saint-Denis.

Entre l'élection présidentielle de 1981 et les municipales de 1983, les pertes de la gauche s'ordonnent en fonction de la taille des villes, atteignant leur paroxysme dans les très grandes cités, comme Paris, Lyon et Marseille. Que signifie un tel phénomène ? L'analyse des sondages met en lumière le lien entre la politisation du scrutin et la taille des villes (tableau 2). Au fur et à mesure que celle-ci s'élève, l'élection dans la commune est davantage jugée politique, le vote sur l'orientation des listes l'emporte sur les facteurs personnels ; une majorité, enfin, se prononce pour un « vote-sanction » à l'égard du Gouvernement. Après le scrutin, 46 % des électeurs des villes de 30 000 à 100 000 habitants déclarent avoir tenu un large compte de leur attitude à l'égard du Gouvernement. Cette proportion passe à 51 % dans les villes de plus de 100 000 habitants et à 56 % à Paris, Lyon et Marseille (3). Comme le montre le tableau 2, le lien est direct avec les pertes électorales de la gauche. Au vu de ces indications, la défaite des municipales n'apparaît pas comme un simple retour du balancier après la consultation très favorable de mars 1977. Deux ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, elle prend valeur de désaveu.

Les circonstances atténuantes de la gauche

La gauche, au premier tour, a été la victime d'un abstentionnisme différentiel. Le taux d'abstention, toujours élevé aux élections municipales dans les villes de plus de 30 000 habitants, a évolué différemment selon la couleur politique des communes. Par rapport aux consultations précédentes il a crû davantage dans les villes de gauche, et plus encore dans les villes détenues de longue date par le Parti communiste (4). Le sondage postélectoral de la SOFRES éclaire ce point : le taux d'abstentionnisme déclaré chez les sympathisants communistes, particulièrement bas en 1977 avec 9 %, atteint, en 1983, 17 % ; celui des ouvriers, exactement conforme, il y a six ans, à la moyenne de l'échantillon avec 14 %, est cette fois-ci de 22 % (5).

L'absence de mobilisation d'électeurs de gauche n'est donc pas la fausse bonne excuse que depuis quelque temps les vaincus aux élections ont pris

(3) Je m'appuie ici sur le classique sondage postélectoral *Nouvel Observateur* - SOFRES, réalisé du 17 au 22 mars auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif des villes de plus de 30 000 habitants. Les principaux résultats, commentés par Jacques Julliard, ont été publiés dans le *Nouvel Observateur* du 29 avril 1983.

(4) Voir sur ce point Alain Lancelot, *Projet*, art. cité, p. 444-445.

(5) Rappelons que l'abstentionnisme, comportement dévalorisé, est toujours sous-estimé dans les enquêtes d'opinion. En 1983, le taux d'abstentionnisme déclaré dans les villes de plus de 30 000 habitants est de 16 % pour une abstention réelle de 30,1 %.

TABLEAU 2. — *La politisation des élections municipales selon la t*

Taille des communes	*Enquête préélectorale* Jugent que les élections seront politiques dans leur commune	Vot en de poli des
Moins de 3 500 habitants	36	29
De 3 500 à 30 000 habitants	58	49
Plus de 30 000 habitants	66	59

Taille des communes	*Enquête postélectorale* Ont tenu compte dans leu de leur position à l'égard	
	... beaucoup ou assez	... un p ou pas
De 30 000 à 100 000 habitants	46	49
Plus de 100 000 habitants (sauf Paris, Lyon, Marseille)	51	45
Paris, Lyon, Marseille	56	41

Source : Sondage préélectoral SOFRES, enquête nationale, 6-12 janvier 1 dans les villes de plus de 30 000 habitants, 17-22 mars 1983.

l'habitude d'avancer pour expliquer leur défaite. A Paris comme à Marseille, on note une forte mobilisation de l'électorat dans les zones de force de la droite et, inversement, une rétraction dans les terres traditionnelles de la gauche. Examinons plus attentivement le cas de Grenoble où, dès le premier tour, Alain Carignon (RPR) enlève la mairie face au symbole du renouveau municipal de la gauche non communiste, Hubert Dudebout. La baisse de participation apparaît étroitement liée aux résultats de M. Mitterrand, le 10 mai 1981 (tableau 3). Le pourcentage de votants, qui était alors plus élevé dans les zones de gauche, y diminue beaucoup plus. Désormais, la participation se situe à un niveau un peu plus élevé dans les sections de vote où le candidat socialiste était minoritaire. La liste dirigée par le RPR profite-t-elle de cette situation ? Oui : en influence relative — et pour cela les pourcentages ont été calculés en suffrages exprimés — la droite enregistre ses gains les plus nets là où la participation a le plus diminué. Inversement, elle progresse moins, là où la mobilisation électorale a été meilleure. Pour autant, il serait abusif d'imputer la perte de la cité allobroge au seul abstentionnisme. La relation entre la baisse de la participation et la montée de la droite n'est marquée qu'aux deux extrêmes (indice de participation inférieur à 81 ou supérieur à 85) et dans les sections de vote où la participation diminue le moins, la droite enregistre tout de même une forte progression (+ 8,1 % en suffrages exprimés).

TABLEAU 3. — *Le recul de la participation et la progression de la droite à Grenoble entre 1981 et 1983*

(Analyse des résultats par sections de vote)

L'évolution de la participation selon le niveau d'implantation de M. Mitterrand				L'évolution de la droite selon le recul de la participation			
% F. Mitterrand le 10 mai 1981	% votants (10 mai 1981)	% votants (6 mars 1983)	Indice d'évolution	Evolution de la participation (indice)	% V. Giscard d'Estaing (10 mai 1981)	% droite (6 mars 1983)	Indice d'évolution
Moins de 45	80,0	69,7	87	80 ou moins	38,4	48,8	127
45 à 49,9	82,3	70,4	86	81 ou 82	32,1	38,8	121
50 à 54,9	82,9	68,4	83	83	44,7	54,7	122
55 à 59,9	81,6	67,6	83	84 ou 85	46,1	56,4	122
60 et plus	84,5	67,9	80	86 et plus	58,1	66,2	114

Le sondage postélectoral *Nouvel Observateur*-SOFRES permet de chiffrer avec précision pour l'ensemble des villes de plus de 30 000 habitants la part de l'abstentionnisme différentiel dans le recul de la gauche. Le taux d'abstention déclaré est de 19 % dans l'électorat de M. Mitterrand et de 8 % dans celui de M. Giscard d'Estaing. Appliqué au rapport gauche/droite, cette différence aurait suffi à rendre la gauche minoritaire le 6 mars, avec 49,95 % des suffrages exprimés. Mais elle ne représente au total qu'un peu plus du tiers des pertes de la gauche, le reste provenant du transfert vers la droite d'une partie de l'électorat de M. Mitterrand.

***

Le soir du 13 mars, le second tour a été présenté et ressenti comme un sursaut, voire une revanche de la majorité gouvernementale. Un renversement de situation entre les deux tours, sans précédent dans l'histoire électorale de l'après-guerre, hormis les élections législatives de 1967. Vraie si l'on considère quelques cas spectaculaires comme Marseille ou Belfort, cette appréciation doit être fortement nuancée à l'examen des statistiques électorales dans les villes de plus de 30 000 habitants en ballottage (tableau 4).

Entre les deux tours — où les écologistes et les inclassables disparaissent presque totalement — la gauche gagne 2,3 % des suffrages exprimés et la

TABLEAU 4. — *L'évolution du rapport gauche/droite dans les villes de plus de 30 000 habitants en ballottage le 13 mars 1983*

(% des suffrages exprimés)

	Présidentielle 1974 (2e tour)	Municipales 1977 (1er tour)	Législatives 1978 (1er tour)	Présidentielle 1981 (1er tour)	Présidentielle 1981 (2e tour)	Législatives 1981 (1er tour)	Municipales 1983 (1er tour)	Municipales 1983 (2e tour)
Gauche	50,9	54,0	52,3	49,2	53,9	58,6	46,6	48,9
Ecologistes et inclassables	—	3,3	3,4	4,3	—	1,6	3,2	0,1
Droite	49,1	42,7	44,3	46,5	46,1	39,8	50,2	51,0
	100	100	100	100	100	100	100	100

droite 0,8 %. Selon le sondage « sortie des urnes » de l'IFOP (6), la gauche a bénéficié à la fois d'un très bon report de voix des écologistes et, dans la proportion de 60 %, du réveil des abstentionnistes (+ 4,7 % de votants supplémentaires). Notons enfin que les gains de la gauche sont encore plus sensibles si l'on tient compte d'une forte déperdition dans deux cas de figure : les huit villes où s'était disputée au premier tour une primaire gagnée par le PC (la perte y est de 7,2 %) et les trois communes — Carcassonne, Talence et Saint-Priest — marquées par une dissidence socialiste (la perte y atteint 12,4 % !). Ces onze villes mises à part, la gauche progresse du 6 au 13 mars de 3,5 % des suffrages exprimés et la droite recule de 0,1 %.

Le sursaut de la gauche est donc une réalité. Mais s'il a atténué la défaite, il n'a pas inversé la tendance. Dans les communes de plus de 30 000 habitants en ballottage (69 villes, 3 secteurs de Marseille et 2 arrondissements de Paris), la gauche demeure minoritaire le 13 mars au soir avec 48,9 % des voix contre 51 % à la droite. Dans ces villes, le recul par rapport aux précédents scrutins, présidentiel ou municipal, est de cinq points. La gauche limite ses pertes mais elle s'affiche clairement minoritaire. La statistique du « tour décisif » le confirme : 53,9 % pour l'opposition, 45 % pour la gauche, 1,1 % pour les écologistes. Une défaite nette et indiscutable.

Ces différents éléments marquent un renversement du rapport gauche/droite depuis le 10 mai 1981 (7). Si l'on considère, à la fois, le recul de la gauche au premier tour dans les situations de duels et les résultats du second tour, on aboutit à une perte moyenne de 5,1 % des suffrages exprimés. Extrapolé au plan national, ce résultat traduit un rapport de forces de 53/47 en faveur de l'opposition. Voilà qui constitue l'exacte inversion de la situation précédente : en 1977, aux élections municipales, le même calcul effectué selon les mêmes règles aboutirait au résultat symétrique : 53/47 en faveur de la gauche. Au second tour de l'élection présidentielle, M. Mitterrand obtenait 53,1 % dans les villes de plus de 30 000 habitants. Dans la France d'aujourd'hui, toujours coupée en deux, ce renversement de situation constitue bien par son importance le premier changement de notre paysage électoral.

LE DÉCLIN DU COMMUNISME MUNICIPAL

Le précédent de 1959

En dépit du recul historique du printemps 81, l'échec du Parti communiste aux municipales de 1983 n'était nullement une certitude. Le « communisme municipal », qui réussit à attirer sur le terrain local des électeurs

(6) Pour une analyse détaillée de cet important sondage, on se reportera à Jean-Luc Parodi, *Revue politique et parlementaire*, art. cité.

(7) Je me permets sur ce point de renvoyer le lecteur à mon article paru dans *Le Monde* du 17 mars 1983 et repris dans Les élections municipales de mars 1983, *Le Monde*, Dossiers et documents, p. 120-121.

très éloignés de lui dans les scrutins nationaux, paraissait en mesure d'endiguer une nouvelle fois les assauts de la droite (8).

Sous la Ve République, l'histoire du PC dans les 221 villes de plus de 30 000 habitants est celle d'une constante progression (tableau 5). Tirant bénéfice du changement de la loi électorale (passage de la RP au scrutin majoritaire), le Parti communiste conquiert, sauf erreur ou omission, 10 villes en 1959, 9 en 1965, 6 en 1971 et 22 en 1977, l'année faste. Tout au long de cette période, le PC ne perdra jamais une ville conquise, à deux exceptions près, le Havre en 1959 et Noisy-le-Grand en 1965, toutes deux d'ailleurs reconquises, l'une en 1965 et l'autre en 1977.

TABLEAU 5. — *L'implantation municipale du Parti communiste depuis le début de la Ve République*

(221 villes de plus de 30 000 habitants)

	Villes détenues avant le renouvellement	Villes gagnées	Villes perdues	Villes détenues après le renouvellement
Municipales 1959	27	10	1	36
Municipales 1965	36	9	1	44
Municipales 1971	44	6	—	50
Municipales 1977	50	22	—	72
Municipales 1983	72	—	15	57

Pour montrer la puissance de leur parti, les dirigeants communistes évoquent volontiers le précédent des élections municipales de mars 1959. Forte du succès des législatives de novembre 1958 et du premier grand recul du PC, l'UNR, déclarait alors Roger Frey, « va partir à l'assaut de toutes les mairies communistes. Il s'agit de débarrasser 1 400 municipalités de l'emprise du Parti communiste ». Il n'en sera rien. Dans les villes de plus de 30 000 habitants où il est sortant, le PC, avec 57,2 % des suffrages exprimés pour ses listes homogènes, se redresse par rapport aux législatives de 1958 où, dans les mêmes villes, il ne recueillait que 45,4 % (9). Il obtient même de meilleurs résultats qu'aux élections municipales de 1953 (54,5 % des voix) ! A Ivry, par exemple, le PC obtient 69,8 % des suffrages au lieu de 52,8 % en 1958 et 61,6 % en 1953 ; à Aubervilliers, les chiffres sont respectivement de 61,6 %, 49,1 % et 58,3 %. La performance du communisme

(8) Sur le communisme municipal, on peut désormais se référer au livre de Raymond Pronier, *Les municipalités communistes*, Balland, 1983, 475 p.

(9) Je n'ai pu reconstituer les statistiques électorales que dans 20 des 27 villes de plus de 30 000 habitants (selon la définition de 1977) où le PC était sortant en mars 1959.

municipal est d'autant plus éclatante que jamais dans les élections législatives suivantes le PC ne retrouvera son niveau de la IVe République.

Un élément supplémentaire vient renforcer l'optimisme du PC. Malgré l'avantage qu'il a pris en 1981, le PS renonce à revendiquer la tête de liste dans des municipalités communistes. Dans les villes de plus de 30 000 habitants, il limite ses ambitions à dix primaires (dont deux « sauvages », à Montluçon et au Mans), au lieu des 29 initialement envisagées. Sage décision : selon des enquêtes inédites de la SOFRES réalisées début décembre dans six villes communistes où le PS revendiquait le leadership, 44 % seulement des *sympathisants socialistes* estiment que la tête de liste devrait revenir au candidat de leur parti, 39 % — soit à peu près le même pourcentage — se prononcent pour le maire communiste sortant ! Comment s'étonner dès lors que le PS ait dû céder sans combattre ou qu'il ait perdu neuf des dix primaires organisées en terre communiste ? Comme à droite en 1978 dans les duels entre le RPR et l'UDF (10), le facteur de légitimité joue en faveur des sortants, incitant une partie des électeurs socialistes à voter pour le maire communiste.

L'ébranlement

Malgré cela, le communisme municipal subit en 1983 le plus grave échec de son histoire, la consultation d'octobre 1947 mise à part (11). Il perd 15 villes, soit un peu plus du cinquième de ses biens. A la différence du modèle de 1958-1959, le deuxième grand recul du PC s'accompagne donc de pertes sensibles sur le terrain local. La règle selon laquelle est inexpugnable une mairie où le PC a accompli deux mandats consécutifs (12) est battue en brèche six fois. Le parti perd Nîmes, Sète, Levallois conquis en 1965, Arles, Rosny-sous-Bois et Savigny-sur-Orge gagnés en 1971. Il laisse échapper, en outre, 9 des 22 villes enlevées en 1977. Plus grave encore : les tribunaux administratifs prononcent l'inversion ou l'annulation des résultats pour fraude électorale dans 7 villes communistes de plus de 30 000 habitants (13). Quel que soit le résultat des élections partielles, ces décisions frappent désormais de suspicion les pratiques électorales du PC tout entier.

(10) Voir Jérôme Jaffré, The french electorate in march 1978, *in* Howard Penniman (édit.), *The french national assembly. Elections of 1978*, American enterprise institute 1980, p. 62-64.

(11) Aux élections municipales d'octobre 1947, le PC perd 35 mairies sur les 46 qu'il détenait avant le scrutin dans les 110 villes de plus de 30 000 habitants. Voir Frédéric Bon et Jérôme Jaffré, Les résultats des élections municipales de 1947. Préfiguration des mutations électorales sous la Ve République, rapport au Colloque des 4-5 décembre 1981 de la FNSP sur *La France en voie de modernisation, 1944-1952*.

(12) Règle énoncée par François Platone, « L'implantation municipale du Parti communiste dans la Seine et sa conception de l'administration communale », Mémoire dactylographié à la FNSP, p. 73.

(13) Pour les villes de plus de 30 000 habitants, les tribunaux administratifs prononcent l'inversion pure et simple des résultats à Noisy-le-Grand, l'annulation des élections à Antony, Aulnay-sous-Bois, Choisy-le-Roi, La Seyne-sur-Mer, Sarcelles et Villeneuve-Saint-Georges.

L'ébranlement du communisme municipal se manifeste aussi par le rétrécissement des majorités dans ses fiefs. Examinons les 41 villes que le parti détient depuis au moins trois mandats (tableau 6). En 1971, au premier tour, la gauche dépassait 60 % des suffrages exprimés dans 31 de ces villes, en 1977 dans 36, en 1983 dans 21 seulement. Dans plusieurs municipalités, l'affaiblissement est continu depuis douze ans. A Saint-Denis, par exemple, la gauche obtient 79,1 % des voix en 1971, 75,5 % en 1977 et 69,8 % en 1983. Même phénomène à Corbeil-Essonnes (69,1 %, 65,2 % et 53 % seulement en 1983) ou à Aulnay-sous-Bois (63,5 %, 61,4 % et 52,8 % cette année). Dernier élément à verser au dossier : dans les 15 municipalités que le PC détient sans discontinuer depuis l'avant-guerre, la gauche dépassait le seuil de 70 % des suffrages dans 7 villes en 1971, dans 12 en 1977, dans une seule en 1983, Ivry.

TABLEAU 6. — *Le rétrécissement des majorités dans les bastions municipaux du Parti communiste* ([a])

(Villes de plus de 30 000 habitants)

% gauche au premier tour (suffrages exprimés)	Municipales 1971		Municipales 1977		Municipales 1983	
Moins de 50	—		—		2	
50 à 54,9	2		2		8	
55 à 59,9	8		3		10	
60 à 64,9	11		6		9	
65 à 69,9	7	31	9	36	9	21
70 et plus	13		21		3	
	41		41		41	

([a]) On appelle ici bastions municipaux du Parti communiste, les 41 villes qu'il détient depuis au moins trois mandats et qui ont été conservées en 1983.

Pas de remontée de l'influence communiste

Assisterait-on parallèlement au déclin du communisme municipal à une remontée de son influence électorale, après le grand recul du printemps 1981, pourtant confirmé aux cantonales de 1982 ? La pratique des listes d'union interdit de répondre de façon certaine à cette question, faute de pouvoir isoler la part respective des suffrages communistes et socialistes. En revanche, les primaires PC-PS dans les villes de plus de 9 000 habitants fournissent quelques indications (tableau 7). Pour Georges Marchais, devant le Comité central d'avril, elles traduisent « un début de remontée de l'in-

fluence du parti » (14). Sur l'ensemble des primaires, la proposition paraît exacte mais, comme on l'a vu, dans ses villes le PC a bénéficié du facteur de légitimité, qui lui a assuré la contribution d'une partie de l'électorat socialiste. En sens inverse, le même phénomène s'est produit dans les municipalités PS.

Pour apprécier les évolutions électorales, je retiendrai plus volontiers les primaires qui ont eu lieu dans les 37 villes de plus de 9 000 habitants tenues par la droite. Là, aucun facteur de légitimité n'a joué en faveur d'un camp ou de l'autre. Le résultat y est d'autant plus significatif que de 1978 à 1981 le score enregistré par le PC y a été très proche de sa moyenne nationale. Or, en mars 1983, le Parti communiste chute à 12,8 % des suffrages exprimés, au lieu de 16,1 % il y a deux ans. Une perte de plus de trois points... A Maubeuge, par exemple, le PC passe de 30,7 % des voix en 1981 à 15,4 % en 1983, à Fréjus de 7,6 à 5,7 %, à Salon-de-Provence de 19,6 à 7,8 %, à Issy-les-Moulineaux de 23,8 à 20 %.

TABLEAU 7. — *L'évolution électorale du Parti communiste de 1978 à 1983*

(Situation de primaire avec le Parti socialiste dans les villes de plus de 9 000 habitants)

Parti communiste (% des suffrages exprimés au premier tour)	Ensemble des primaires	Primaires dans les municipalités PC	Primaires dans les municipalités PS	Primaires dans les municipalités de droite
Législatives 1978	25,9	33,0	23,0	20,8
Présidentielle 1981	18,6	22,4	16,8	15,0
Législatives 1981	20,6	27,4	15,4	16,1
Municipales 1983	21,8	34,0	13,8	**12,8**

Difficile à la lecture de ces chiffres d'accréditer la thèse d'une remontée de l'influence communiste. Les primaires semblent plutôt montrer que le PC, comme jadis la SFIO, gère avant tout un capital électoral. Hors de ses territoires, il compte de moins en moins. En avançant l'idée d'une remontée, la direction du PC joue sur les mots. Elle confond, volontairement ou non, l'influence absolue du parti (toujours en baisse, semble-t-il) et son influence relative au sein de la gauche (en hausse, grâce au recul socialiste). De force d'appoint dans une gauche triomphante en 1981, le PC est devenu aujourd'hui un parti affaibli dans une gauche en disgrâce. Est-ce vraiment un progrès ?

(14) *L'Humanité*, 21 avril 1983.

LE RECLASSEMENT A DROITE DE L'ÉLECTORAT CENTRISTE

Le déclin du communisme municipal ne doit pas faire oublier la sévère défaite du Parti socialiste. Le PS perd quinze villes et n'en gagne qu'une. Châtellerault. Il laisse échapper des conquêtes récentes comme Nantes ou Brest et des citadelles du socialisme comme Roubaix ou Carcassonne. L'analyse des résultats électoraux en situation de primaire met en lumière le reflux de la vague rose du printemps 1981 (tableau 8). Certes, dans les municipalités socialistes, le poids du maire sortant et... l'anticommunisme traditionnel permettent de maintenir la situation d'il y a deux ans. Mais ce résultat est loin d'être atteint dans les autres cas de figure. Dans les municipalités de droite, par exemple, le PS obtient 24,6 % des suffrages exprimés au lieu de 36,7 % aux élections législatives de 1981. Il se situe à un niveau intermédiaire entre son score de mars 1978 et le résultat de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle. Tout comme les cantonales de 1982, ces résultats confirment ce qu'avait d'irréelle la situation du PS au lendemain de l'élection du nouveau Président de la République (15).

TABLEAU 8. — *L'évolution électorale du Parti socialiste de 1978 à 1983*

(Situation de primaire avec le Parti communiste dans les villes de plus de 9 000 habitants)

Parti socialiste (% des suffrages exprimés au premier tour)	Ensemble des primaires	Primaires dans les municipalités PC	Primaires dans les municipalités PS	Primaires dans les municipalités de droite
Législatives 1978	25,5	20,1	35,2	23,3
Présidentielle 1981	26,8	25,2	30,4	25,5
Législatives 1981	39,7	35,6	47,9	36,7
Municipales 1983	31,4	23,7	48,3	24,6

Ce reflux s'explique en partie par le reclassement à droite de l'électorat centriste, comme le montre l'analyse détaillée de l'évolution des municipalités socialistes (tableau 9). On sait que dans beaucoup de villes PS existaient, souvent jusqu'en 1977, des alliances électorales avec la droite non gaulliste (MRP, Centre démocrate, Réformateurs ou modérés). Les socia-

(15) Sur ce point, le lecteur peut se reporter à Jérôme Jaffré, Le Parti socialiste en situation de rêve dans De Valéry Giscard d'Estaing à François Mitterrand : France de gauche, vote à gauche, *Pouvoirs*, 20, p. 21-26.

listes géraient ainsi leurs villes à la fois contre l'UNR-UDR et contre le Parti communiste. La bipolarisation de la vie politique nationale, la rénovation du PS après Epinay et la signature du programme commun ont progressivement mis fin à ces pratiques. Il reste qu'aux élections municipales de 1977, malgré sa tactique généralisée d'union de la gauche, le PS a réussi à conserver au plan local l'appui d'une fraction de cet électorat centriste qui pourtant votait déjà à droite dans les élections nationales, présidentielle ou législatives (16). A titre d'exemple, dans les villes socialistes depuis 1965 ou plus, le score de la gauche en 1977 atteignait 65,3 % des suffrages exprimés contre 54,3 %, seulement, en faveur de M. Mitterrand le 19 mai 1974. Un effet de « surdomination » rendu possible grâce à l'appoint de l'électorat centriste.

Avec la gauche au pouvoir et les communistes au Gouvernement, les élections municipales de 1983 mettent fin à cette situation. Dans les villes socialistes les plus anciennes, la gauche subit un recul considérable. Désormais il n'y a guère de différence entre les municipalités socialistes selon leur ancienneté : le score de la gauche y est compris entre 50,9 et 52,3 % des voix, au lieu de varier de 51,1 à 65,3 % comme en 1977.

Pour étudier avec plus de précision ce phénomène, j'ai classé les villes socialistes en trois catégories, selon leur tradition d'alliance : les « unitaires » — l'alliance avec le PC y date de 1965 —, les « centristes » — la ville a été gouvernée avec la droite non gaulliste jusqu'en 1971 voire 1977 —, les « socialistes-homogènes », enfin, où la gauche non communiste s'est présentée jadis sous ses propres couleurs. Ce critère d'analyse se révèle très pertinent : le recul de la gauche est beaucoup plus important dans les villes de tradition centriste. Entre 1977 et 1983, il est de 1,8 % dans les villes « unitaires », 6,1 % dans les villes « socialistes-homogènes » et 12,3 % dans les municipalités « centristes », où par définition l'appoint d'un électorat de la droite modérée était le plus important. En 1983, si la gauche dépasse la majorité dans les villes « socialistes-homogènes » et « unitaires », elle devient minoritaire dans les villes « centristes », avec 49,7 % des voix. Dans cette dernière catégorie, les deux exemples les plus frappants sont Marseille et Clichy où, en 1977 encore, le PS avait refusé l'alliance avec le PC. Dans le contexte électoral difficile de 1983, le renversement d'alliance effectué *in extremis* a bien failli aboutir au passage à droite de ces deux municipalités ! Les pertes sont également sévères dans des villes de tradition centriste où le PS avait réalisé l'union de la gauche en 1977. Tout se passe comme si les électeurs centristes, restés fidèles il y a six ans dans un contexte favorable à la gauche, mettaient désormais leur vote municipal en conformité avec leur vote national. De 1977 à 1983, la gauche perd ainsi un terrain considérable à Chalon-sur-Saône, Roubaix et Avignon (toutes villes perdues), Besançon, Mérignac, Livry-Gargan et l'Hay-les-Roses (villes conservées).

(16) Voir Elisaheth Dupoirier et François Platone, Présidentielle 1974 : une nouvelle étape dans le déclin du social-centrisme, *RFSP*, décembre 1974, p. 1173-1204.

TABLEAU 9. — *L'évolution électorale des municipalités socialistes*
(Villes de plus de 30 000 habitants)
(% de la gauche en suffrages exprimés)

	Présidentielle 1974 (2e tour)	Municipales 1977 (1er tour)	Présidentielle 1981 (2e tour)	Municipales 1983 (1er tour)	Ecart 83-77	Ecart 83-81
Ensemble des villes PS-MRG	51,5	58,6	55,2	51,5	— 7,1	— 3,7
Selon la taille des villes						
30 000 à 50 000 habitants	52,9	59,7	56,5	55,7	— 4,0	— 0,8
50 000 à 100 000 —	50,1	56,5	55,3	50,8	— 5,7	— 4,5
Plus de 100 000 —	51,1	58,8	54,3	49,0	— 9,8	— 5,3
Selon les régions						
Nord	53,1	58,1	55,5	53,4	— 4,7	— 2,1
Ouest	48,7	53,2	53,8	52,5	— 0,7	— 1,3
Sud-ouest	47,4	58,0	55,3	53,6	— 4,4	— 4,4
Sud-est	53,1	60,7	54,8	48,2	— 12,5	— 6,6
Centre	51,8	62,0	56,4	55,5	— 6,5	— 0,9
Est	48,8	54,4	53,5	48,5	— 5,9	— 5,0
Région parisienne	56,8	64,7	59,7	53,6	— 11,1	— 6,1
Selon l'ancienneté des municipalités						
Elues en 1977	48,6	51,1	53,2	50,9	— 0,2	— 2,3
Elues en 1971	49,0	62,5	54,8	52,8	— 9,7	— 2,0
Elues en 1965 ou avant	54,3	65,3	57,3	52,3	— **13,0**	— 5,0
Selon l'ancienneté des maires						
Un mandat	48,9	51,1	53,4	51,0	— 0,1	— 2,4
Deux mandats	49,5	61,2	55,3	53,6	— 7,6	— 1,7
Trois mandats ou plus	56,1	68,1	57,1	50,2	— **17,9**	— 6,9
Selon la tradition politique des villes						
Socialiste-unitaire	49,6	53,8	54,5	52,0	— 1,8	— 2,5
Socialiste-homogène	51,4	60,6	56,0	54,5	— 6,1	— 1,5
Socialiste-centriste	53,1	62,0	55,6	49,7	— **12,3**	— 5,9
Selon l'ancienneté des municipalités et leur tradition						
Elues en 1965 ou av., unitaire	53,5	63,3	58,0	56,0	— 7,3	— 2,0
Elues en 1965 ou av., homogène	54,4	63,8	59,1	57,8	— 6,0	— 1,3
Elues en 1965 ou av., centriste	54,3	66,2	56,3	49,5	— **16,7**	— 6,8
Selon l'ancienneté des maires et la tradition des villes						
Deux mandats ou plus, unitaire	55,6	63,2	58,8	54,0	— 9,2	— 4,8
Deux mandats ou plus, homogène	51,9	64,4	57,0	56,3	— 8,1	— 0,7
Deux mandats ou plus, centriste	54,5	67,2	56,1	49,1	— **18,1**	— 7,0

Inversement, elle parvient à tirer son épingle du jeu dans quelques villes de cette catégorie : Charleville, Wattrelos et Lille, la ville du Premier ministre, M. Pierre Mauroy.

Sans doute peut-on discerner à la lecture du tableau 9 d'autres éléments à l'origine du recul socialiste : la taille des villes, comme on l'a déjà vu, les régions (en particulier le Sud-est et la banlieue parisienne), l'usure des maires, enfin, puisque ceux qui ont accompli trois mandats ou davantage subissent un recul moyen de 17,9 % des suffrages. Il apparaît pourtant que la tradition politique centriste joue bien le rôle le plus important pour expliquer le recul des municipalités socialistes. Le croisement deux à deux des variables les plus importantes le fait apparaître clairement (tableau 9). Dans les municipalités détenues depuis 1965 ou davantage, le recul est de 6 % dans les villes « socialistes-homogènes », 7,3 % dans les villes « unitaires », 16,7 % dans les municipalités de tradition centriste. Pour les maires ayant accompli au moins deux mandats, la perte est de 8,1 % parmi ceux qui dirigent une ville « socialiste-homogène », 9,2 % dans les villes « unitaires » et elle atteint 18,1 % dans les villes « centristes ».

On comprend mieux, dès lors, les évolutions contradictoires des municipalités socialistes, leurs meilleurs résultats dans les villes récemment conquises ou dans certaines régions comme l'Ouest. Non seulement a joué la prime au maire sortant consécutive à la première élection mais s'y est ajoutée la cohérence d'un système d'alliance ancré à gauche. Ailleurs, comme dans le Sud-est, le PS a pu souffrir de l'usure ou du vieillissement de ses notables, il a surtout payé la succession de deux systèmes d'alliances locales antagonistes : la troisième force puis l'union avec le Parti communiste.

Ce reclassement à droite de l'électorat centriste apparaît bien dans la série des sondages postélectoraux *Nouvel Observateur*-SOFRES, si l'on examine le vote de la famille centriste (17). La proportion des électeurs du centre qui votent pour la gauche y est en nette diminution. Par rapport au scrutin municipal de 1977 et au vote du 10 mai 1981, elle passe de 29 % à 18 %.

Vote de la famille politique du centre en faveur de la gauche
(% des suffrages exprimés)

Municipales 1977 ([a])	29
Législatives 1978	25
Présidentielle 1981 (2e tour)	29
Municipales 1983 ([a])	**18**

([a]) Villes de plus de 30 000 habitants.

Source : Sondages postélectoraux SOFRES.

(17) J'utilise ici le concept de famille politique mis au point à la SOFRES par E. Deutsch, D. Lindon et P. Weill. La famille du centre correspond aux interviewés qui se classent ainsi sur l'axe gauche-droite et déclarent s'intéresser à la politique.

Inversion du rapport gauche-droite, déclin du communisme municipal, reflux socialiste et reclassement à droite de l'électorat centriste : le bilan des municipales de 1983 n'est certes pas négligeable ! La gauche lui opposera qu'elle avait bien gagné, dans les mêmes conditions, les municipales de 1977 avant de perdre les législatives de 1978. Mais aucune règle non écrite ne donne l'assurance aux battus des municipales de gagner les élections législatives suivantes... Mieux vaudrait reconnaître, que dans sa marche vers la reconquête du pouvoir, la droite a su prendre une option.